

# **A R R E T E**

**n°2004-112-14 du 21 avril 2004 portant  
prescriptions complémentaires à la Société FIMALAC visant à limiter l'impact de  
remblais à scories présents dans des terrains du secteur B, à proximité du bâtiment  
106/secteur B, de l'ancien site industriel « SACM –1 rue de la Fonderie », à  
MULHOUSE**

**LE PREFET DU HAUT-RHIN  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le titre I<sup>er</sup> du livre V du Code de l'Environnement, notamment son article L 512-7,
- VU** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les Administrations,
- VU** le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** la circulaire DPPR/SEI du 1<sup>er</sup> septembre 1997 relative à la notification des mesures prévues par l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976 au propriétaire du terrain, de l'immeuble ou des installations industrielles,
- VU** la circulaire du 31 mars 1998 du Ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, relative aux sites pollués,
- VU** la circulaire DPPR/sei/bspr n°02-437 du 2 juillet 2002 relative à la pollution des sols par des installations classées. Pertinence des mesures prescrites. Mise en cause du détenteur,
- VU** le rapport Société d'Equipement de la Région Mulhousienne (SERM)/ Expertise environnementale du milieu souterrain au droit de l'ancienne fonderie de la Sté SACM-Mulhouse (68)/Bâtiment 106-secteurB/rapport n°01T266-01 du 13 novembre 2001 et annexes, adressé au préfet le 17 septembre 2003 (dépôt préfecture le 19 septembre 2003),
- VU** le rapport FIMALAC- Diagnostic de la qualité des sols de l'ancien site SACM-Mulhouse (68)/ GRS VALTECH n°99 T 283-01 du 20 juillet 2001 et annexes, et l'Evaluation Simplifiée des Risques y figurant,
- VU** l'arrêté préfectoral n° \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_ portant prescriptions complémentaires à la Société FIMALAC visant à clôturer le site, reconnaître la qualité des terrains, éliminer des déchets et surveiller l'impact des remblais à scories présents dans des terrains du secteur B, à proximité du bâtiment 106/secteurB, de l'ancien site industriel « SACM- 1 rue de la Fonderie », à Mulhouse,

**VU** le rapport de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées du 27 octobre 2003,

**VU** l'avis du Conseil départemental d'hygiène en date du 4 décembre 2003,

**CONSIDÉRANT** que la disparition de l'ancien exploitant, la Société SACM-T, rend cet industriel défaillant,

**CONSIDÉRANT** que, compte tenu de la défaillance de l'ancien exploitant, la Société FIMALAC, actuellement propriétaire/détenteur de certains terrains situés au droit du secteur B, est responsable de ses terrains,

**CONSIDÉRANT** qu'il a été mis en évidence à l'emplacement de l'ancien bâtiment industriel de la SACM- Textile/n°106/secteur B, et sur des terrains à proximité immédiate du secteur B (voir plan annexé au présent arrêté) sur le site industriel « SACM- Mulhouse 1 rue de la Fonderie – Mulhouse » une pollution des sols par des remblais à scories contenant des métaux lourds, des hydrocarbures totaux et des solvants chlorés, et des sables de fonderie,

**CONSIDÉRANT** qu'il est vraisemblable que les terrains du secteur B dont la Société FIMALAC est propriétaire, qui n'ont fait l'objet d'aucune investigation mais qui se situent entre deux secteurs sur lesquels des remblais à scories similaires ont été mis en évidence, contiennent également des scories de qualité similaire à celles mises en évidence de part et d'autre des terrains du secteur B de la Société FIMALAC, et qu'ils sont donc susceptibles de contenir des métaux lourds, des hydrocarbures totaux et des solvants chlorés,

**CONSIDÉRANT** la présence de remblais à scories au niveau des terrains du secteur B et leur charge polluante, ainsi que le fait que des travaux d'aménagement réalisés sur ces terrains ont conduit à l'enlèvement de leur couverture de protection (bâtiments, voirie) hors le bâtiment 106, et induisent ainsi un risque de transfert de pollution vers les eaux souterraines,

**CONSIDÉRANT** par ailleurs qu'il a été mis en évidence, dans des puits de contrôle de la qualité des eaux souterraines au droit du secteur B dont des terrains appartiennent à la Sté FIMALAC, une contamination des eaux souterraines par des hydrocarbures totaux et des solvants chlorés, mis également en évidence par endroit dans les remblais à scories du secteur B,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de limiter les risques de transfert de polluants vers les eaux souterraines, par lessivage des terrains notamment par des eaux météoriques,

**CONSIDÉRANT** que le dernier exploitant connu de ce secteur B est la Sté SACM-T qui y a exploité dans le bâtiment 106, des activités de fonderie, application de peinture, installations de compression, activités de travail mécanique des métaux, susceptibles d'être à l'origine de la pollution constatée, soumises à autorisation au titre de la législation des installations classées,

**APRÈS** communication, par lettre du 19 décembre 2003, du projet de prescriptions à la Société FIMALAC et sa réponse du 6 janvier 2004 ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

# **ARRÊTE**

## **Article 1 -**

La Société FIMALAC, dont le siège social est 97 rue de Lille – 75007 PARIS, est tenue de se conformer aux prescriptions de l'article suivant qui visent à limiter le risque de lessivage des terrains pollués, notamment par des eaux météoriques, compte tenu de la présence sur le secteur B (voir plan en annexe) du site, de remblais à scories pollués et sables de fonderie.

## **Article 2 – risque de lessivage des terrains pollués**

Dans un délai de 2 mois: la Sté FIMALAC proposera au préfet des mesures visant à limiter l'impact des remblais à scories et sables de fonderies, présents dans les terrains du secteur B, sur la qualité des eaux souterraines, notamment s'agissant des risques de lessivage des terrains pollués par des eaux météoriques et autres.

Un échéancier des mesures à prendre sera proposé.

## **Article 3 -**

Les frais inhérents au respect des dispositions du présent arrêté, sont à la charge de la Société FIMALAC.

## **Article 4 -**

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de Mulhouse et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de Mulhouse pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'inspection des Installations Classées et le maire de MULHOUSE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le 21 avril 2004

Pour le Préfet,  
Et par délégation  
Le Secrétaire Général par intérim

<p><b>Délais et voie de recours</b> (article L 514-6 du Titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement). La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers ou les communes intéressées à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.</p>
--